

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
78000 Versailles

Versailles, le 17/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



EGGFARMS SAS

Lieu-dit La Michaudière
91470 Forges-les-Bains

Référence : code AIOT dans GUN : 0059100019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2022 dans l'établissement EGGFARMS SAS implanté Lieu-dit La Michaudière 91470 Forges-les-Bains. L'inspection a été annoncée le 03/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est principalement axée sur la prolifération des insectes et les odeurs en raison des multiples plaintes reçues par l'Inspection des installations classées. Le site étant classé au titre de la rubrique 3660 (IED), une attention particulière a été portée sur les procédures et le respect de l'arrêté ministériel d'enregistrement, à la suite du changement de nomenclature par décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EGGFARMS SAS ;
- Lieu-dit La Michaudière 91470 Forges-les-Bains ;
- Code AIOT dans GUN : 0059100019 ;
- Régime : Autorisation ;
- IED : oui.

La SAS EGGFARMS a récemment acquis la société EGGTEAM, laquelle faisait face à des pertes d'exploitation importantes du fait de la perte d'intérêt du groupe financier qui l'accompagnait et des évolutions des achats dans la filière oeufs.

La société EGGFARMS, dans sa gestion des oeufs, ne fait pas de tri, ni de calibrage sur le site, elle envoie tous les oeufs dans des centres de "cassage" et d'emballage des ovo-produits.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dossier d'autorisation d'exploiter ;
- Capacité technique
- Propreté – Insectes – Rongeurs ;
- Moyens de lutte contre l'incendie ;

- Installations électriques et techniques ;
- Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière ;
- Déchets et sous-produits animaux ;
- Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a constaté que toutes les descentes d'eau de toit du bâtiment P3 sont coupées à hauteur du cablage électrique nouvellement installé, les eaux de pluies ne sont plus canalisées vers le bassin d'orage. Elle constate également que l'exploitant ne dispose pas d'un dossier complet contenant toutes les informations sur l'installation, notamment plans à jour et dispositions d'exploitation telles que prévues dans le dossier de demande d'autorisation (et ses éventuelles évolutions).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Dossier d'autorisation d'exploiter	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.4	/	Lettre de suite préfectorale, respect de la prescription sous un délai de trois mois
Gestion des eaux pluviales	Article 34 de l'arrêté du 27 décembre 2013	I. Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.	Lettre de suite préfectorale, respect de la prescription sous un délai de trois mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Capacité technique	Arrêté Préfectoral du 28/03/2013, article 2	/	Sans objet
Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Préfectoral du 28/03/2013, article 10	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/03/2013, article 13	/	Sans objet
Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Sans objet
Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II	/	Sans objet
Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	/	Sans objet
Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble du site est propre, les bâtiments sont nouvellement occupés et bien entretenus.

La documentation relative à l'installation classée pour la protection de l'environnement a besoin d'être établie, complétée et connue du personnel responsable de la qualité et de l'exploitation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dossier d'autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.4
Thème(s) : Élevage, gestion de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- les plans tenus à jour ;- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- les différents documents prévus ;- les dispositions prévues en cas de sinistre. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les éléments du dossier conformément auquel l'exploitation doit se faire. L'exploitant déclare que ces documents ne sont pas présents sur le site. Un dossier doit être établi et placé sur le site d'exploitation, répondant à la prescription, incluant notamment la copie du dossier de demande d'autorisation complet et régulier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale, respect de la prescription sous un délai de trois mois

Nom du point de contrôle : Capacité technique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2013, article 2
Thème(s) : Élevage, Capacité
Prescription contrôlée : La capacité technique maximale est fixée à 160 000 emplacements de volailles
Constats : Le jour de la visite, deux lots de jeunes poules viennent d'être livrées, les bordereaux de livraison font état de : <ul style="list-style-type: none">- pour le bâtiment P1 79 703 poules ;- pour le bâtiment P3 80 970 poules ; Soit au total 160 673 poules L'arrêté préfectoral fixe la capacité à 160 000 poules, l'éleveur compte une mortalité de 2,5 % soit une perte de 4 000 poules en moyenne, durant le séjour en cages.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, lutte contre les nuisibles
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction. L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les plans de dératisation et de désinfection où sont précisés la fréquence des contrôles, les moyens d'intervention leur localisation et le suivi des consommations. Le convoyeur du bâtiment de stockage de fientes fait l'objet d'un traitement hebdomadaire contre les larves de mouches.
Constats : Les bâtiments d'élevage sont propres, car récemment désinfectés au changement de lot (de poules). Une société prestataire nommée CTH est engagée pour l'appâtage de dératisation ; le cahier de suivi fait état d'un passage de la société les 19/01/2022 et 18/05/2022. L'exploitant déclare avoir établi un nouveau contrat prévoyant une fréquence de passage bimestrielle ; le plan de dératisation a été présenté à l'inspection. S'agissant de la lutte contre la prolifération des mouches, un suivi mensuel est répertorié sur un fichier de contrôle ; l'exploitant suit et effectue un contrôle quotidien du niveau de produit anti-larves (mélange de 9 kg de MEMOREX à 150 litres d'eau) et, autant de fois que nécessaire, de l'aspersion automatique du convoyeur de fientes. L'équipe d'inspection constate que des pièges à mouches sont judicieusement répartis sur le site, et n'a pas constaté de prolifération de mouches le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...]
Constats : Le contrôle des extincteurs a bien été effectué le 3 avril 2022 par la société EUROFEU Services. Plusieurs extincteurs ont été contrôlés par échantillonnage lors de la visite sur site, ils sont bien plombés et marqués à la date du dernier contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques et techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques [...] sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. Constats : Les installations électriques ont bien été contrôlées le 7 février 2022 par la société SOCOTEC, aucune non-conformité n'a été relevée. Un plan des zones à risques est à établir par l'exploitant et à intégrer dans le nouveau dossier demandé au point de contrôle 1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Gestion des odeurs. L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes. L'exploitant prend des dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz en particulier d'ammoniac, susceptible de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.
Constats : L'exploitant déclare que la gestion des odeurs est prise en compte, compte tenu des plaintes régulières du voisinage : - les deux bâtiments P1 et P3 sont ventilés selon la température, plus forte en été et accompagnée de brumisation quand cela s'avère nécessaire ; - le bâtiment P2, séchoir à fientes est ventilé à l'inverse des bâtiments d'élevage (extérieur latéral vers intérieur et sortie à la verticale) ; - deux andains de fientes sont désormais constitués alternativement pour un à deux mois de maturation, puis l'andain terminé est évacué vers une plate-forme de compostage. En cas de forte odeur, l'évacuation est réalisée dans des délais plus courts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; - trier, recycler, valoriser ses déchets ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
Constats : L'équipe d'inspection ne constate pas de présence de déchet dangereux sur l'installation, seuls des bidons d'acide et de chlore placés sur rétention sont présents. L'exploitant déclare qu'une fois vides, ces bidons sont acheminés vers la déchetterie (FDS présentes sur le lieu de stockage). L'équipe d'inspection constate qu'il n'y a que très peu d'emballage, pas de palettes autres que les palettes en plastique réutilisables destinées au ramassage des œufs et à leur expédition vers le centre de "cassage". Les déchets d'activité économiques non dangereux sont ramassés par la communauté de communes chaque semaine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.
Constats : l'inspection a constaté que toutes les descentes d'eau de toit du bâtiment P3 sont coupées à hauteur du cablage électrique nouvellement installé, les eaux de pluies ne sont plus canalisées vers le bassin d'orage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale, respect de la prescription sous un délai de trois mois.

Nom du point de contrôle : Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
Constats : Les animaux morts sont ramassés chaque jour et stockés dans des congélateurs placés en bout de bâtiment, la société ATEMAX les enlève à la demande. Au regard du dernier bon d'enlèvement, le dernier passage de cette société date du 24 mai 2022 pour un enlèvement de 400 kg de volailles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

